

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.963/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 27 février 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la directive 2004/112/CE de la Commission du 13 décembre 2004 portant adaptation au progrès technique de la directive 95/50/CE du Conseil du 06 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route", a donné le 27 mars 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Intitulé

Le caractère modificatif du projet doit résulter clairement de son intitulé, lequel sera revu, afin de mentionner que le projet modifie l'arrêté royal du 19 octobre 1998 portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route.

Préambule

Alinéa 1^{er}

Il n'y a pas lieu de mentionner la loi du 10 août 1960 portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et des Annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957; celle-ci porte assentiment à ce traité international et ne constitue pas le fondement légal du projet.

Alinéas 2 et 3

Il n'y a pas lieu de viser au préambule du projet la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route et la directive 2004/112/CE de la Commission du 13 décembre 2004 portant adaptation au progrès technique de la Directive 95/50/CE concernant des procédures uniformes en matière du contrôle des transports de marchandises dangereuses par route, lesquelles ne procurent pas de fondement légal au projet.

.../...

Les alinéas 2 et 3 du préambule seront, par conséquent, omis.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 1^{er})

À l'alinéa 4, devenant l'alinéa 1^{er}, du préambule, il convient d'ajouter que l'article 3 de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, a été modifié par la loi du 3 mai 1999 ⁽¹⁾.

Alinéa 3 (nouveau)

Le projet examiné tendant à modifier l'arrêté royal du 19 octobre 1998 portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route, un nouvel alinéa visant ce dernier doit être inséré dans le préambule.

Cet alinéa prendra place immédiatement après ceux consacrés aux dispositions procurant un fondement légal au projet.

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 4)

L'alinéa 6, devenant l'alinéa 4, du préambule, fait état de l'avis de la Commission consultative administration-industrie, donné le 11 octobre 2005. Il s'agit d'une formalité préalable imposée par l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

⁽¹⁾ Loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route, article 41.

L'article 8 de l'arrêté royal du 24 décembre 1985 relatif à la commission consultative administration-industrie précise :

"Art. 8. La commission émet ses avis sous forme de procès-verbaux de séance signés par le président de séance et le secrétaire, et reprenant le point de vue de chaque délégation."

Un tel procès-verbal ne figure toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis, lequel ne comprend que la copie d'une lettre datée du 11 octobre 2005 et signée par la Présidente de la Commission, aux termes de laquelle :

"Les membres de la Commission n'ayant formulé sur ledit projet d'arrêté aucune remarque fondamentale, l'avis de la Commission est considéré comme positif dans son ensemble."

Il revient à l'auteur du projet de veiller à ce que cette formalité préalable soit accomplie conformément à l'article 8, précité.

Alinéas 9 et 10

L'avis du Conseil d'État, section de législation, a été demandé conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il a été remplacé par la loi du 2 avril 2003. Pareille demande d'avis ne requiert plus de décision du Conseil des ministres. Dès lors, on supprimera l'alinéa 9 du préambule qui fait référence à "la délibération du Conseil des ministres ... sur la demande d'avis dans un délai d'un mois".

L'alinéa 10, devenant l'alinéa 7, du préambule, sera modifié afin d'y faire référence à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il a été remplacé par la loi du 2 avril 2003.

Dispositif

Article 1^{er} (nouveau)

Conformément à l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la directive 2004/112/CE précitée, un nouvel article 1^{er}, mentionnant le fait que l'arrêté en projet transpose cette directive, doit être inséré dans le dispositif.

Le projet examiné étant un projet d'arrêté modificatif, destiné à s'intégrer dans le texte de l'arrêté royal du 19 octobre 1998 précité et non à subsister en tant que tel après qu'il ait produit son effet, il serait préférable que cette mention de la transposition de la directive 2004/112/CE prenne la forme d'un nouvel alinéa 1^{er} à insérer dans l'article 1^{er} de l'arrêté modifié.

Ce nouvel alinéa devrait mentionner que l'arrêté (du 19 octobre 1998) transpose la directive 95/50/CE précitée, telle que modifiée par la directive 2004/112/CE précitée. Il devrait également mentionner le fait que la directive 95/50/CE a déjà été modifiée par la directive 2001/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mai 2001 modifiant la directive 95/50/CE du Conseil concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route.

Article 2 (nouveau)

L'article 7 de l'arrêté royal du 18 octobre 1998 précité dispose :

"Art. 7. Si, lors d'un contrôle sur la route, une ou plusieurs infractions figurant parmi celles reprises à l'annexe II sont constatées, le fonctionnaire contrôleur peut enjoindre le conducteur du véhicule concerné à garer son véhicule dans un endroit présentant les garanties de sécurité prévues au marginal 10321 de l'A.D.R. aussi longtemps qu'il n'a pas été remédié aux manquements. Le conducteur doit se conformer aux injonctions du fonctionnaire contrôleur. Les frais résultant de l'immobilisation du véhicule sont à charge de celui qui a commis l'infraction.

L'autorité compétente peut fixer des directives plus spécifiques relatives à l'immobilisation."

.../...

L'annexe II du projet examiné, qui vise à remplacer l'annexe II de l'arrêté royal du 19 octobre 1998, précité, afin de la rendre conforme à l'annexe II de la directive modificative 2004/112/CE, classe les infractions en matière de transport de marchandises dangereuses par route dans les trois catégories suivantes :

- les infractions de la catégorie de risques I, définies comme étant les "infractions aux dispositions applicables de l'ADR entraînant un risque élevé de décès, de dommages corporels graves ou de dommages environnementaux importants, et devant normalement amener à prendre immédiatement des mesures correctives appropriées, telle que l'immobilisation du véhicule";
- les infractions de la catégorie de risques II, définies comme étant les "infractions aux dispositions applicables de l'ADR entraînant un risque de dommages corporels ou de dommages environnementaux, et devant normalement amener à prendre des mesures correctives appropriées, comme l'obligation de se mettre en ordre sur les lieux mêmes du contrôle dans la mesure du possible, ou, au plus tard, à l'issue de l'opération de transport en cours";
- les infractions de la catégorie de risques III, définies comme étant les "infractions aux dispositions applicables se traduisant par un faible risque de dommages corporels ou de dommages environnementaux, et n'amenant pas à prendre des mesures correctives appropriées sur place, celles-ci pouvant être prises ultérieurement dans l'entreprise".

Il serait indiqué de modifier l'article 7 de l'arrêté royal du 19 octobre 1998 précité, pour tenir compte de cette nouvelle division des infractions en trois catégories.

Article 2

Il résulte de l'article 2 du projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Annexe I

L'annexe I du projet vise à introduire dans le droit interne la liste de contrôle reprise en annexe I de la directive 95/50/CE précitée, telle que remplacée par la directive 2004/112/CE que le projet vise à transposer.

L'article 4 de la directive 95/50/CE impose l'utilisation de cette liste de contrôle pour la réalisation des contrôles qu'elle prévoit.

Il convient dès lors que le modèle de liste annexé au projet soit strictement conforme à celui annexé à la directive transposée, ce qui n'est pas totalement le cas.

À cet égard, l'attention de l'auteur du projet doit être spécialement attirée sur le fait qu'une discordance entre le modèle communautaire et le modèle national au niveau de numérotation des points de contrôle empêcherait d'atteindre un des objectifs que poursuit la standardisation au niveau communautaire de ce document.

L'annexe I du projet sera corrigée en ce sens.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.963/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 februari 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de richtlijn 2004/112/EG van de Commissie van 13 december 2004 tot aanpassing aan de vooruitgang van de techniek van richtlijn 95/50/EG van de Raad van 06 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg", heeft op 27 maart 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Opschrift

Het feit dat het hier om een wijzigingsbesluit gaat, moet duidelijk blijken uit het opschrift van het ontwerp, dat behoort te worden herzien, teneinde erin te vermelden dat het ontwerp het wijzigen beoogt van het koninklijk besluit van 19 oktober 1998 ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

Aanhef

Eerste lid

Er behoort geen melding te worden gemaakt van de wet van 10 augustus 1960 houdende goedkeuring van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR) en van de bijlagen, ondertekend op 30 september 1957, te Genève; die wet verleent instemming met dat internationale verdrag en vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp.

Tweede en derde lid

In de aanhef van het ontwerp dient niet verwezen te worden naar richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, noch naar richtlijn 2004/112/EG van de Commissie van 13 december 2004 tot aanpassing aan de vooruitgang van de techniek van Richtlijn 95/50/EG betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, die geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp.

Het tweede en het derde lid van de aanhef dienen bijgevolg te vervallen.

Vierde lid (dat het eerste lid wordt)

In het vierde lid van de aanhef, dat het eerste lid wordt, behoort te worden toegevoegd dat artikel 3 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, gewijzigd is bij de wet van 3 mei 1999 ⁽¹⁾.

Derde lid (nieuw)

Aangezien het onderzochte ontwerp de wijziging beoogt van het koninklijk besluit van 19 oktober 1998 ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, dient een nieuw lid in de aanhef te worden ingevoegd dat naar dat besluit verwijst.

Dat lid dient te worden ingevoegd onmiddellijk na de leden waarin verwezen wordt naar de bepalingen die een rechtsgrond opleveren voor het ontwerp.

⁽¹⁾ Wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg, artikel 41.

Zesde lid (dat het vierde lid wordt)

In het zesde lid van de aanhef, dat het vierde lid wordt, is er sprake van het advies van de raadgevende commissie administratie-nijverheid, gegeven op 11 oktober 2005. Het betreft hier een voorafgaand vormvereiste opgelegd door artikel 1, § 3, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 december 1985 betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid luidt als volgt :

"Art. 8. De commissie brengt haar adviezen uit in de vorm van de notulen van de vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en de secretaris, waarin het standpunt van elke afvaardiging is opgenomen."

Zulke notulen zijn evenwel niet opgenomen in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, waarin enkel een kopie zit van een brief van 11 oktober 2005, ondertekend door de Voorzitster van de Commissie, en waarin het volgende staat :

"Les membres de la Commission n'ayant formulé sur ledit projet d'arrêté aucune remarque fondamentale, l'avis de la Commission est considéré comme positif dans son ensemble."

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat aan dat voorafgaande vormvereiste wordt voldaan overeenkomstig het voornoemde artikel 8.

Negende en tiende lid

De Raad van State, afdeling wetgeving, is om advies verzocht overeenkomstig het bepaalde in artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals die bepaling is vervangen bij de wet van 2 april 2003. Aan zulk een adviesaanvraag hoeft derhalve niet langer een beslissing van de Ministerraad ten grondslag te liggen. Het negende lid van de aanhef, waarin wordt verwezen naar "het besluit van de Ministerraad ... over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand" moet bijgevolg worden weggelaten.

.../...

Het tiende lid van de aanhef, dat het zevende lid wordt, behoort te worden gewijzigd teneinde daarin te verwijzen naar artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals die bepaling vervangen is bij de wet van 2 april 2003.

Dispositief

Artikel 1 (nieuw)

Overeenkomstig artikel 2, lid 1, tweede alinea, van de voornoemde richtlijn 2004/112/EG, dient een nieuw artikel 1 in het dispositief te worden ingevoegd, waarin bepaald wordt dat het ontworpen besluit die richtlijn omzet.

Aangezien het onderzochte ontwerp een ontwerp van wijzigingsbesluit is, dat opgenomen moet worden in de tekst van het voornoemde koninklijk besluit van 19 oktober 1998 en niet als zodanig zal blijven voortbestaan nadat het uitwerking heeft gehad, zou het beter zijn dat de vermelding van de omzetting van richtlijn 2004/112/EG vorm krijgt in een nieuw eerste lid, dat ingevoegd dient te worden in het gewijzigde besluit.

In dat nieuwe lid zou moeten worden vermeld dat het besluit (van 19 oktober 1998) de voornoemde richtlijn 95/50/EG, omzet, zoals deze gewijzigd is bij de voornoemde richtlijn 2004/112/EG. In dat lid zou ook moeten worden vermeld dat richtlijn 95/50/EG reeds gewijzigd is bij richtlijn 2001/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 mei 2001 tot wijziging van Richtlijn 95/50/EG van de Raad betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

Artikel 2 (nieuw)

Artikel 7 van het voornoemde koninklijk besluit van 18 oktober 1998 luidt als volgt :

"Art. 7. Indien tijdens een controle over de weg één of meer van de in bijlage II vermelde inbreuken worden vastgesteld, mag de controle-ambtenaar de bestuurder van het betrokken voertuig bevelen zijn voertuig op een plaats te parkeren die de in het randnummer 10.321 van het A.D.R. bepaalde veiligheidsgaranties biedt, zolang de tekortkomingen niet zijn verholpen. De bestuurder is verplicht de bevelen van de controle-ambtenaar op te volgen. De kosten die te wijten zijn aan het doorrijverbod, zijn ten laste van de overtreder.

De bevoegde overheid mag nadere richtlijnen vaststellen met betrekking tot het doorrijverbod."

Bijlage II bij het onderzochte ontwerp, die bijlage II bij het voornoemde koninklijk besluit van 19 oktober 1998 beoogt te vervangen, teneinde die bijlage in overeenstemming te brengen met bijlage II bij wijzigingsrichtlijn 2004/112/EG, deelt de strafbare feiten inzake vervoer van gevaarlijke goederen over de weg in de drie hiernavolgende categorieën in :

- strafbare feiten uit risicocategorie I, waarbij de volgende omschrijving gegeven wordt : "Wanneer er bij het niet in acht nemen van de desbetreffende ADR-bepalingen een hoog risico op dodelijke slachtoffers, ernstig letsel voor personen of significante aantasting van het milieu ontstaat, zullen er normaal gesproken onmiddellijk afdoende corrigerende maatregelen worden genomen, zoals het blokkeren van het voertuig."
- strafbare feiten uit risicocategorie II, waarbij de volgende omschrijving wordt gegeven : "Wanneer er bij het niet in acht nemen van de desbetreffende ADR-bepalingen een risico op letsel voor personen of aantasting van het milieu ontstaat, zullen er normaal gesproken afdoende corrigerende maatregelen worden genomen, zoals aanpassing op de controleplaats indien dit mogelijk en van toepassing is, maar uiterlijk bij het voltooien van het vervoerstraject van dat moment."

.../...

- strafbare feiten uit risicocategorie III, waarbij de volgende omschrijving wordt gegeven : "Wanneer er bij het niet in acht nemen van de desbetreffende bepalingen een gering risico op letsel voor personen of aantasting van het milieu ontstaat en wanneer afdoende corrigerende maatregelen niet op de controleplaats behoeven te worden genomen, maar later bij de onderneming kunnen worden genomen."

Het is raadzaam om artikel 7 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 oktober 1998 te wijzigen, teneinde rekening te houden met deze nieuwe opsplitsing van de strafbare feiten in drie categorieën.

Artikel 2

Uit artikel 2 van het ontwerp blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt de dag dat het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde iedereen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Bijlage I

Bijlage I bij het ontwerp strekt ertoe in het interne recht de controlelijst op te nemen die bijlage I vormt bij de voormelde richtlijn 95/50/EG, zoals gewijzigd bij richtlijn 2004/112/EG, tot de omzetting waarvan het ontwerp strekt.

Krachtens artikel 4 van richtlijn 95/50/EG dient deze controlelijst te worden gebruikt voor het uitvoeren van de controles waarin die richtlijn voorziet.

Het model van de lijst dat als bijlage bij het ontwerp gaat, dient dan ook strikt overeen te stemmen met datgene dat als bijlage bij de omgezette richtlijn gaat, wat niet helemaal het geval is.

In dit verband dient de steller van het ontwerp er in het bijzonder opmerkzaam op te worden gemaakt dat een discrepantie tussen het model van de Gemeenschap en het nationale model op het stuk van de nummering van de te controleren punten, het onmogelijk zou maken een van de doelstellingen te halen die wordt nagestreefd door de standaardisering van dat document op communautair niveau.

Bijlage I bij het ontwerp behoort in die zin te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
	J.-C. SCHOLSEM,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY